

DOI: <https://doi.org/10.23810/1345.DIPERI-CARPI>

When citing this article please include its DOI with a resolving link

Le Liban et la recherche internationale après les révoltes de 2011 : une « zone de confort » ?

Rosita Di Peri, Estella Carpi

Abstract

Since the 2011 uprising, the Arab world turned into a theatre of political and social transformations. While some have been visible, others, less visible, have however been able to affect the intellectual, social and political infrastructure of international research. Being an important scenario for regional policy developments (Eg. the rivalry between Saudi Arabia and Iran), Lebanon offers an interesting case in point. While this article does not address the October 2019 revolution and the most recent COVID-19 pandemic, we endeavor to unravel the ways in which research themes, methods, and security have changed in the Lebanese context.

Despite domestic instability, Lebanon not only is one of the few countries where conducting research is still possible in a crisis-affected region, but it also emerges as a "comfort zone" for international researchers: a place where to observe regional conflicts while enjoying a consumeristic lifestyle and a privileged position within Lebanese society. We provide a critical inquiry of how, first, the confessional narrative has been abused and reproduced in international research. Second, we focus on how scholars have changed the way of thinking Lebanon's statehood and political order. Finally, we discuss how the forced migration scholarship has built on the widespread securitization and ethnicization of migration.

Keywords: Lebanon "comfort zone"; international research; statehood; confessional narrative; forced migration

Introduction

Les soulèvements de 2011 ont eu un impact considérable sur le monde arabe, mais n'ont été en soi nullement exceptionnels. La région a en effet régulièrement connu de nombreux épisodes de révoltes et protestations, et ce depuis le début des processus de décolonisation au cours de la première moitié du siècle dernier. Une des conséquences des révoltes a été une copieuse production scientifique (et non) sur le sujet qui a alimenté un très grand débat. Et pourtant, dans les nombreuses publications qui ont fleuri au lendemain des manifestations du « printemps arabe », rares sont celles qui se sont spécifiquement intéressées aux aspects méthodologiques des soulèvements de 2011. Ceux-ci devraient selon nous nécessiter une réflexion plus approfondie, en raison notamment de la double conséquence qu'ils ont eue. Ainsi, ils ont d'une part conduit à une augmentation disproportionnée de l'attention accordée à la région par des « spécialistes » – néophytes pour la plupart – qui n'avaient auparavant pas étudié l'espace du Moyen Orient et Afrique du Nord (en anglais *Middle East and North Africa*, MENA). Attirés par les nouvelles possibilités offertes par les événements révolutionnaires, ceux-ci se sont improvisés « experts » sur la base de recherches « instantanées » sur le terrain (Kohstall 2016), exploitant dans une relation néocoloniale asymétrique le travail de chercheurs locaux.¹ D'autre part, les soulèvements ont eu pour effet de restructurer de manière non négligeable le champ, à travers l'ouverture de nouvelles lignes de recherche et la fermeture d'autres. Cela a eu un important impact sur la construction des agendas de recherche, que ce soit dans les universités, les centres de recherche ou les groupes de réflexion. Il convient également de souligner que, au moins dans une première phase, les révoltes ont offert de nouvelles possibilités aux chercheurs. Ils se sont ainsi vus encouragés à s'engager sur des thèmes et des contextes auparavant considérés comme marginales et/ou inaccessibles. C'est le cas, par exemple, en ce qui concerne l'étude des mouvements sociaux et des groupes subalternes (Bayat 2013 ; Chalcraft 2016). Cette ouverture s'est nommément faite par la facilitation de la mobilité des chercheurs dans la région. Toutefois, la disparition puis l'assassinat de Giulio Regeni en Égypte en février 2016 ont conduit la communauté scientifique internationale à s'interroger sur les risques de la recherche et les règles éthiques et procédurales qui y sont liées (Casini, Melfa, Starkey 2020). Le malheureux événement a ainsi été l'occasion d'entamer une réflexion plus large sur les modalités de la recherche dans les domaines autoritaires ou quasi-autoritaires (Lynch 2016 ; Glasius *et al.* 2017 ; Clark, Cavatorta 2018). Cela témoigne notamment d'une convergence des positions méthodologiques entre le Nord et le Sud global sur la question (Carpi 2019). Si dans le domaine des études anthropologiques, les réflexions sur l'inévitable présence politique de chercheurs dans les zones d'étude sont depuis longtemps florissantes (Paerregaard 2002 ; Sukarieh 2007 ; Gallo 2011 ; Turner 2013 ; Hamdy 2017), ce n'est que depuis les événements de 2011 que ces débats ont réellement été initiés dans les domaines de la science politique et de la sociologie du MENA. Les discussions générées depuis – par rapport au positionnement du chercheur

par rapport au terrain, aux conséquences des systèmes de surveillance sur la manière de mener la recherche ou encore à la fiabilité des données recueillies dans ces contextes, et ce sans oublier les rapports entre chercheurs internationaux et chercheurs locaux ou encore les questions linguistiques – ont avec pertinence souligné un certain nombre de problématiques aussi bien méthodologiques qu'éthiques ou encore épistémiques. Certains de ces aspects n'ont toutefois été que relativement approfondis pour ce qui a trait spécifiquement à la région du MENA. Dans le cadre de cet article, nous allons plus particulièrement porter notre attention sur un de ces aspects qui a été peu analysé dans le cas d'étude choisie, qui est celui du Liban, en soulignant les causes qui ont apporté à plus de recherche internationale dans le pays et à des approches nouvelles.

Notre objectif est ainsi d'analyser la manière dont les événements de 2011 ont influencé les intérêts de recherche en ce qui concerne le Liban, spécifiquement à travers la modification de l'agenda de recherche sur le pays. Si le Liban ne peut réellement être considéré un État autoritaire à l'instar de la plupart des autres États de la région, ce pays a néanmoins connu, après 2011, d'importantes transformations. Celles-ci sont la résultante de facteurs nationaux (cristallisation du spectre confessionnel, difficultés persistantes à trouver une entente entre forces politiques ainsi que soulèvements et manifestations visant l'abolition du système confessionnel) mais aussi de facteurs régionaux et internationaux (guerre en Syrie et implication du Hezbollah, afflux de réfugiés Syriens sur le territoire libanais et polarisation des positions sectaires). Si ces mutations ont eu un fort impact sur le système confessionnel avec des conséquences tangibles sur le processus démocratique (Di Peri 2017; Fakhoury 2019), elles ont également eu des effets importants sur les axes de recherche *au* Liban et *sur* le Liban, en modifiant profondément ces dernières.

Paradoxalement en effet, les soulèvements du 2011 ont favorisé dans le cas du Liban un processus qui a nourri la recherche de terrain. Le Liban est l'un des rares pays de la région où la recherche de terrain n'est pas seulement possible, elle est favorisée. La nature principalement non-violente d'émeutes et la facilité d'accès relative ont eu pour effet d'alimenter, progressivement, la narrative du pays comme une « zone de confort » pour les chercheurs internationaux : un endroit où il est encore possible d'observer les effets tangibles des conflits et/ou des transformations régionales qui y sont liées, et ce en jouissant d'une relative sécurité personnelle, d'un style de vie occidental et d'une position professionnelle privilégiée au sein de la société libanaise. En outre, comme on le dira après, au Liban les procédures pour accéder aux territoires de recherche où l'entrée est limitée (comme certains camps des réfugiés) sont souvent moins bureaucratisés – et donc plus rapides – par rapport à d'autres pays du Levant arabe. Cependant notre définition de « confort » n'est pas totalisante : la sécurité et la liberté de mouvement sont parfois mises en péril. Par exemple, d'une part, la ville de Tripoli au Nord a ouvert plus d'espaces pour la présence internationale après la cessation des affrontements entre les quartiers de Bab at-Tabbaneh et Jabal Mohsen en 2014. D'autre part, dans des

endroits comme la périphérie méridionale de Beyrouth (la « Dahiye Janubiyye »), après l'intervention du parti politique chiite du Hezbollah dans le conflit syrien, les recherches locales et internationales sont devenues très limitées ou impossibles.

Or, cela soulève des questions empiriques, éthiques et méthodologiques importantes par rapport au développement d'un certain type de recherche, qui est souvent basé sur des brefs séjours et une connaissance non approfondie du domaine concerné. C'est pour cette raison que, pour comprendre comment le 2011 a affecté l'agenda de recherche sur le Liban, est nécessaire de reconstruire le développement des études sur le Liban et comment ils ont impacté sur la construction de l'idée d'un « certain Liban ». Dans les paragraphes suivants trois sujets seront discutés par rapport à la constitution et (re)constitution de l'agenda de recherche au Liban : le confessionnalisme comme point d'entrée épistémologique principal et la recherche qui réfléchit (et reproduit) la politique des communautés locales ; les études sociales, géographiques et politiques menées sur les structures de pouvoir étatiques ; ainsi que le domaine de la migration forcée.

Étudier le Liban avant et après la guerre civile (1975–1989)

La question du confessionnalisme et du consociativisme a indubitablement été la pierre angulaire de la recherche sur le Liban depuis de son indépendance (22 novembre 1943). De l'époque du gouvernement de la *mutasarrifiyya* sous les auspices de l'Empire ottoman en 1861 jusqu'au Grand Liban en 1920 et du pacte national de 1943, les communautés confessionnelles devinrent des entités omniprésentes tant au niveau social que politique ou économique. Leur politisation ira de pair avec la nécessité de trouver des formes de compromis internes et entre eux et le pouvoir central. Cette quête – spasmodique – de compromis n'a cependant pas servi de base à la recherche d'une forme de culture politique partagée. Elle a plutôt conduit à la création d'un système permettant de perpétuer l'opportunisme des individus et d'alimenter un ensemble de sous-systèmes caractérisés par la corruption et le clientélisme (Leenders 2012).

De nombreuses études ont tenté de saisir la complexité de ce système en se focalisant sur ses différents aspects (Baydoun 1984 ; Dagher 2001 ; Makdisi 1996). Un élément commun aux analyses précédant la guerre civile (1975–1990) est la dimension culturelle, à savoir que les communautés sont un trait constant et inéluctable des sociétés traditionnelles (comme celles du Moyen-Orient), dominées par une structure sociale dans laquelle les relations familiales, interethniques et communautaires prévalent sur les liens économiques. Shils, par exemple, affirme que le manque de civilité est le principal problème au Liban et que « la croissance de la civilité est une condition nécessaire pour que le Liban devienne un véritable système démocratique » (Shils 1966 : 10). Cela a conduit les chercheurs en sciences sociales et politiques dans la période de l'après-guerre civile à aborder le Liban essentiellement à travers le biais confessionnel et communautaire, et ce même lorsqu'il s'agissait de le remettre en question (Hage 1996 ;

Humphrey 2004 ; Cammett 2014 ; Baumann 2016) ou de complexifier l'évaluation de son influence, que ce soit à travers les héritages historiques tribaux (Gilsenan 1996), le support financier des communautés de la diaspora libanaise (Khater 2001 ; Hourani 2010), la grille des liens familiaux (Joseph 1999), l'anthropologie de l'État, ou encore les mécanismes politiques et sociaux de réponse (Kosmatopoulos 2011 ; Hermez 2011). D'autres études ont montré que la persistance des liens traditionnels constituerait une forme d'identité en soi, par opposition à l'identité nationale, sans que ces liens soient pour autant incompatibles avec les processus de modernisation (Khalaf 1968). En revanche, la cristallisation des communautés confessionnelles aurait dans une logique clientéliste stabilisée une relation entre le *za'im* (chef de la communauté) et les grandes familles selon Sayegh (1962 : 2) dans un système que celui-ci définit comme du « féodalisme politique », l'État considérerait les familles comme des masses électorales et jouerait le rôle de garant de l'équilibre confessionnel. D'autres analyses se sont, elles, plutôt portées sur le rôle des communautés dans les processus de modernisation. Pour Makdisi (1996, 2000), par exemple, les communautés sont un élément clé de la transition du sous-développement au développement. Selon ces auteurs, les communautés sont cruciales dans la société libanaise, car elles peuvent faire taire les conflits en agissant au niveau des familles et des structures sociales de base. Ce ne sont toutefois ni des entités immuables ni des entités monolithiques : elles varient en fonction du temps et des exigences de la société (Messarra 2002 ; White 2011).

Pendant longtemps, de telles interprétations ont occulté les études essayant de mettre en évidence la pluralité du contexte libanais. Ce dernier, bien que caractérisé par un système communautaire/confessionnel qui lui est propre, se distinguait également par une structure de classe stratifiée interagissant avec un tel système (Dubar, Nasr 1976 ; Dubar 1974). Le processus de diffusion du capitalisme au Liban – et comment celui-ci a participé à la formation de classes sociales bien définies loin du système confessionnel – a constitué une puissante lentille d'analyse dans la période d'avant-guerre. La dimension de classe était à cette époque utilisée pour étudier les communautés musulmanes, et notamment la communauté chiite qui est un des exemples le plus convaincants de convergence entre structure communautaire/confessionnelle et structure de classe. Réfléchissant à la montée de la communauté chiite libanaise, Picard a ainsi observé dans un article paru en 1985 que, dans cette communauté, la dimension communautaire allait généralement de pair avec l'appartenance de classe. Cette dernière est à la fois mûrie par la croissance et par l'affirmation de la classe ouvrière et des mouvements de la gauche au niveau régional et mondial. Pour décrire cette double appartenance, Picard a utilisé le concept de « communauté-classe », c'est-à-dire un concept hybride capable d'exprimer la situation de ce pays multiconfessionnel où la communauté et l'appartenance à une classe se superposent souvent (Picard 1985).

La guerre civile libanaise a amoindri l'appartenance religieuse et familiale, la limitant à une « superstructure » destinée à masquer les contradictions de classes par le biais

d'un système de contrôle omniprésent. Cet aspect était particulièrement évident dans l'après-guerre, au moment où l'option communautaire prévalait de nouveau (Picard 1994 ; Kiwan, Beydoun 1994 ; Kingston 2013). L'inclusion du Liban – comme d'autres pays de la région – dans les processus de néo-libéralisation a gravement affecté son économie, notamment en exacerbant les contradictions internes et accentuant le fossé qui sépare les riches et les pauvres. Ce processus a de plus été exacerbé par l'intrusion syrienne dans la vie politique libanaise après la fin de la guerre civile, via le soi-disant « protectorat » (Kassir 2003 : 100) aussi connu sous l'appellation *Pax Syriana*. Comme l'explique encore une fois Picard (1994 : 8) « Le traitement communautaire du Liban, illustré par l'extension des réseaux économiques et politiques des barons du régime baathiste, attise la compétition locale entre les chefs communautaires en les vassalisant ». Dans le même ordre d'idées, Salloukh *et al.* (2015) soutiennent par exemple que la faiblesse de l'État libanais dans l'après-guerre et la capacité du système communautaire/sectaire de s'approprier des revendications de classes ont permis à ce dernier d'exploiter l'État libanais, cela dans l'objectif de le consolider et de le pérenniser en bloquant l'émergence de mouvements trans-sectaires et non-sectaires potentiellement problématiques.

Plus généralement, les lectures culturalistes et modernistes du système communautaire ont continué à dominer les études sur le sujet en partie grâce aussi à la capacité des communautés dominantes à imposer un discours communautaire/sectaire dissimulant celui des classes (affectées par les effets de la financiarisation et du développement du secteur des services).

112

Une autre piste de recherche importante est aussi apparue dans cette même période de l'après-guerre. Celle-ci se concentrait cette fois sur la faiblesse de l'État libanais, ce dernier étant présenté comme un dispositif de gouvernance essentialiste. Le post-Ta 'if a en effet été dominé par des acteurs étrangers qui rejoignaient les différents partis politiques libanais : la France, le parti des Phalanges, l'Iran et la Syrie, le Hezbollah, l'Arabie Saoudite, le mouvement du Future (*al-Mustaqbal*) et les États Unis, qui ont souvent joué un rôle *ad hoc* dans l'histoire politique libanaise. En raison de ces influences étrangères historiques sur le pays, le Liban a été classifié comme un État faible, tout simplement. Un certain nombre d'études faisant référence aux « effets étatiques » chers à Timothy Mitchell (1990) sont toutefois allées plus loin, donnant la priorité à la manière dans laquelle l'État se manifeste dans la vie quotidienne sous de formes multiples. Ces études soulignent notamment le manque de pertinence de penser à l'État libanais comme étant « faible » ou « fort ». Les études contemporaines sur l'État libanais ont ainsi souligné la stérilité heuristique de ces définitions qualitatives binaires. À la suite de Mitchell, l'État n'est plus abordé en tant que simple structure institutionnelle, mais à travers les effets sociaux que celui-ci a. Autrement dit, c'est désormais à travers l'ambivalence de sa relation avec ses citoyens que l'État est appréhendé à partir des années 1990.

Dans le cas du Liban, les citoyens ne sont pas aveugles face au comportement négligent, voire répressif, de l'État. Il n'en demeure pas moins qu'ils souhaitent davantage de ressources et de services de ce même État, ce qui semble attester par la même du caractère soi-disant « séduisant » de celui-ci (Jeffrey 2013). Pour reprendre l'expression utilisée par Mouawad (2015 : 54), l'État au Liban est « attendu ». Alors que le Liban a souvent été décrit comme une « terre de chaos » (Kosmatopoulos 2011 : 124), la recherche contemporaine tend à se concentrer sur la manière dont les politiciens libanais ont essayé de préserver la stabilité intérieure malgré le tourbillon actuel de la crise syrienne. De plus, si l'objectif commun demeure la stabilité, les stratégies employées pour parvenir ont elles considérablement varié (Trombetta 2014). De même, si le maintien du *statu quo* est devenu l'un des principaux buts des acteurs confessionnels après la guerre civile, d'autres acteurs – tels que les organisations non gouvernementales, les agences des Nations Unies ou encore les institutions étatiques – contribuent au maintien du *statu quo* sociopolitique. Dans un tel scénario, l'État peut être présenté comme une réalisation d'ordre et de contrôle plutôt que comme une expression *naturelle* du pouvoir politique (Jeffrey 2013). Le maintien de cet ordre sociopolitique a été observé, par exemple, dans les politiques d'indemnisation poursuivies par le Hezbollah dans la reconstruction après la guerre de juillet 2006. Ces politiques visaient notamment à empêcher la mobilisation sociale contre le clientélisme des élites politiques libanaises, qui ont continué à rechercher le soutien de partisans en échange de l'accès à l'aide sociale (Cammett 2014 ; Baumann 2016 : 636 ; Nucho 2016).

Les pistes de recherche plus récentes ont avancé l'idée que la souveraineté de l'État libanais était fragmentée plutôt que simplement manquante (Stel 2016 ; Ramadan, Fregonese 2017). Ainsi, par l'identification d'un espace à travers lequel divers détenteurs du pouvoir jouent leur rôle, l'idée d'une absence de l'État se voit finalement contestée.

Les soulèvements arabes de 2011 : un séisme épistémique pour la recherche au Liban ?

Au début des soulèvements, le Liban était confronté à une situation politique critique : le gouvernement libanais s'était en effet effondré en janvier 2011, après que le Hezbollah et ses ministres alliés aient pris la décision de démissionner. Après de nombreuses discussions et négociations, et alors que les soulèvements arabes s'étendaient désormais au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, le Liban a formé un nouveau cabinet dirigé par le politicien sunnite Najib Miqati et dominé, numériquement, par le Hezbollah en juin 2011.

Cependant, parallèlement à ces événements politiques tumultueux, plusieurs manifestations avaient éclaté dans certaines villes du pays depuis le début de l'année. Les manifestants y avaient adopté le slogan entendu lors des soulèvements tunisien et égyptien, « le peuple veut renverser le régime » par « le peuple veut renverser le régime sectaire ». Toutefois, ces manifestations ne réussirent qu'à attirer qu'un petit nombre

de participants. De plus, elles manquaient la coordination nécessaire pour avoir un impact majeur, notamment sur les médias internationaux (Fakhoury 2011). Néanmoins, après une période de calme relatif, l'éruption de manifestations populaires contre l'arrêt de la collecte des ordures à l'été 2015 nécessita une intervention des dirigeants sectaires. La demande de responsabilisation des élites par le peuple libanais fit écho aux manifestations régionales, tout en laissant présager les fractures internes que la crise syrienne était en train de causer. Au-delà du fossé qui séparait les deux principales coalitions politiques, une scission plus grande encore s'était ouverte au sein de la société civile. Malgré le dynamisme de celle-ci, la méfiance grandissante à l'égard des élites a en effet favorisé l'accroissement des mobilisations, tout en provoquant une crise profonde du système politique (Di Peri, Meier 2017). Au même moment, l'intervention du Hezbollah aux côtés d'Assad dans la guerre en Syrie soulevait des questionnements politiques et éthiques importants. Face à un contexte en constante évolution, à la fois par rapport aux différentes tensions domestiques et par rapport aux crises régionales, les nouvelles lignes de recherche se sont transposées à ces dynamiques actuelles. C'est ainsi que nous avons donc assisté à un développement des pistes de recherche, comme par exemple sur le Hezbollah et l'évolution politique du parti après l'intervention dans le conflit syrien mais aussi par rapport à l'évolution du contexte régional (Heydemann 2013 ; Osoegawa 2013) ; sur le rôle des partis politiques islamistes – et particulièrement salafistes – au niveau de la géopolitique (Salloukh 2013 ; Rabil 2014) ; sur le rôle de l'armée libanaise vis-à-vis les forces armées irrégulières au Liban (Daher 2016 ; Geisser 2017 ; Calulli 2018), celles-ci continuant une tradition qui précédait les soulèvements en Syrie (Norton 2007 ; Barak 2009). En outre, la nature non étatique du pouvoir sociopolitique au Liban, comme nous l'avons discuté, a posé des questionnements importants par rapport aux études précédentes sur le système consociatif : une nouvelle vague d'études portant sur les mouvements sociaux protestataires et la manière dont la conscience politique libanaise se rapporte historiquement aux soulèvements dans la région arabe a ainsi émergé (AbiYaghi, Catusse 2011, 2014), sans négliger l'intérêt pour de nouvelles interprétations de ces mouvements protestataires par rapport aux leaders traditionnels et aux dynasties familiales (Mermier, Mervin 2012).

Une piste de recherche s'est toutefois élevée au-dessus des autres, tant au niveau régional (et international) qu'au niveau national : répressions gouvernementales, violence politique et persécutions confessionnelles et/ou ethniques après les soulèvements arabes de 2011 vont ouvrir la voie à une prolifération d'études sur les populations réfugiées et déplacées dans la région du Moyen-Orient. L'explosion contemporaine de la recherche sur les réfugiés Syriens n'est toutefois pas sans précédent : le précédent historique de la *Nakba* palestinienne, pour ne citer que lui, a engendré nombre d'études dans le Levant arabe (Sayigh 1994 ; Knudsen, Hanafi 2011 ; Feldman 2012 ; Fiddian-Qasmiyeh 2016 ; Gabiam 2016). L'axe d'intérêt des chercheurs et chercheuses internationales s'est simplement transposé des Palestiniens aux Syriens, ou, dans certains cas, sur les

Palestiniens de la Syrie. Cela contraste fortement avec l'absence presque totale d'études sur les réfugiés d'Irak et du Soudan au Liban, notamment parce qu'ils sont inférieurs en nombre (Carpi 2018). Cette attitude de la recherche internationale révèle aussi sans le vouloir une politique de financement encadré dans une macro-politique de la sécurité. Autrement dit, dans un certain nombre des cas, cela souligne la manière dont les fonds de recherche sont attribués à des emplois alimentant le lien recherche-sécurité des pays occidentaux.

Les études sur les réfugiés remettent souvent en question la structure de sécurité des sociétés occidentales par rapport au nombre des migrants : leur grand nombre est généralement perçu comme menaçant la sécurité globale. Cette question a longtemps alimenté les pistes de recherche : des études se sont, par exemple, portées sur la nécessité d'une connaissance plus approfondie du Hezbollah et de son implication en Syrie plutôt que le « maintien » du système confessionnel libanais après 2011. Ces orientations sont davantage liées aux problèmes de sécurité et des « craintes » des pays du Nord plutôt qu'aux besoins de ceux du sud. La « zone de confort » au Liban, donc, permet de conduire de recherches sur la sécurité régionale et globale en bénéficiant d'une relative sécurité personnelle et, souvent, de l'atout d'éviter la bureaucratie que les États centralisés comme la Turquie et la Jordanie demandent pour discipliner l'accès international aux territoires de recherche. De plus, la marchandisation de la recherche dans le cadre de la guerre en Syrie depuis 2011 a conduit plusieurs chercheurs internationaux à se concentrer sur les réfugiés et la gestion pragmatique et politique de la crise plutôt que de s'intéresser à d'autres aspects sociaux inséparables de cette crise. Par conséquent, tant les fonds que les politiques institutionnelles ou l'organisation de conférences internationales se sont surtout focalisés sur les effets de la crise, en négligeant ses spécificités contextuelles et ses racines historiques. Les crises humanitaires contemporaines – la syrienne éclipsant problématiquement les autres (Sukarieh, Tannock 2019) – sont donc devenues le véritable tournant de la recherche méthodologique et sociale au Liban.

Les effets de la croissance des études sur les réfugiés Syriens ont été manifestes à plusieurs niveaux. En effet, l'urgence humanitaire et sa gestion ont conduit à une augmentation exponentielle des financements destinés à la recherche sur ces questions, non seulement dans le monde universitaire mais également dans le monde des associations, des organisations non gouvernementales (ONG) et des groupes de réflexion (Sukarieh, Tannock 2019). Des rapports de plus en plus précis et actualisés sur le nombre de réfugiés (légaux et illégaux), leur localisation sur le territoire, leur niveau d'éducation, leur origine, etc. ont été commandés et produits en abondance par les agences des Nations Unies et les ONG internationales. Bien que nécessaires dans un contexte d'urgence, ces rapports ont malheureusement souvent négligé des aspects essentiels des problématiques en question. C'est le cas, par exemple, de la dimension politique de la présence syrienne au Liban, qui n'a que rarement été analysée (Knudsen

2014). Un second effet important – déjà mentionné – de l'épanouissement des études sur les réfugiés au Liban a été de faire émerger des thèmes de recherche qui, bien que présents dans la période qui a précédé la guerre civile, avaient presque complètement disparus au lendemain de la signature des accords de Ta'if. C'est notamment le cas des études économiques soulignant l'évolution critique du contexte libanais – en relation à l'impact socio-économique de la présence syrienne au Liban – ainsi que les travaux sur la structure sociale libanaise réfléchissant à la relation entre la dimension à proprement parler de classe et son lien profond avec le tissu social, financier et entrepreneurial (Traboulsi 2014 ; Scala 2018 ; Tufaro 2018). Ces axes de recherche ont eu le mérite de mettre en évidence un contexte socio-économique occulté par le récit consociatif et communautaire. Il y parvient en faisant émerger de nouveaux axes centrés sur le rôle des communautés non pas tant par rapport au système consociatif, mais par rapport à l'évolution des conditions économiques (Di Peri 2017 ; 2019).

Enfin, et toujours en conséquence de l'intérêt croissant pour les études sur les réfugiés Syriens, l'urgence de la situation a plus généralement amené les spécialistes à s'intéresser à des régions du Liban historiquement oubliées ou négligées, comme celles de l'Akkar, de Tripoli ou de Wali el Khaled, pour ne citer qu'elles (Trombetta 2014 ; Carpi 2017). Le fait que ces régions aient été marginalisées par les politiques de l'État en matière de décaissement des services publics et de systèmes de sécurité les avaient rendues invisibles, et ce même pour les chercheurs. D'une certaine manière donc, les études sur les réfugiés ont eu pour effet de mettre en évidence un autre Liban, loin des réflecteurs de Beyrouth et de la dimension souvent Beyrouth-centrique, dont les chercheurs étaient eux-mêmes les victimes. En faisant cela toutefois, un certain nombre de problèmes s'est présenté, particulièrement pour les chercheurs qui n'étaient pas familiers avec les dynamiques politique et sociale du Liban et de son territoire.

Le fait que les occurrences de violence liées à la présence internationale au Liban ne font que rarement les titres ailleurs dans le monde semble suggérer que la décentralisation du pouvoir au Liban dissimule la présence d'un ordre politique fort bien que non-orthodoxe. Les dangers encourus par la présence internationale au Liban étaient connus de tous pendant la guerre civile. L'exemple du chercheur français Michel Seurat est éloquent sur ce point : celui-ci, enlevé en 1985 et séquestré pendant près de 10 mois, mourut à la suite de maladie selon certaines sources (d'autre otages) alors que pour d'autres, il fut assassiné par une brigade extrémiste, celle-ci étant appelé à devenir au cours de la guerre civil le parti chiite majoritaire du Liban, le Hezbollah.² Mais Seurat ne fut que l'un des multiples cas d'enlèvements d'étrangers entre 1982 et 1992 dans le pays, 104 étrangers ayant au total été enlevés au cours de ce qui sera par la suite appelé la « crise des otages ».³

Aujourd'hui cependant, les risques physiques de l'international au Liban sont souvent négligés, surtout s'ils ne sont pas étroitement liés à des causes de politique internationale. Cela a été le cas, par exemple, de la diplomate anglaise Rebecca Dykes,

violée et assassinée par un chauffeur local dans un véhicule Uber,⁴ ou encore du DJ anglais Gavin Ford, assassiné dans son appartement dans les montagnes non loin de la capitale libanaise.⁵ Tout cela soulève la question du Liban en tant que véritable « zone de confort » pour les citoyens internationaux. Le Liban peut donc être considéré une « zone de confort » uniquement par rapport à d'autres pays de la région où la violence et le control d'État sont centralisés : ce point est de plus en plus au centre des discussions des chercheurs internationales. Il semble que l'accès facilité se limite aux domaines où les chercheurs ne pointent pas du doigt ce qui est qualifié de véritables « dictatures décentralisées hétérodoxes », comme par exemple les richesses et les privilèges des leaders locaux dans les zones urbaines (surtout bidonvilles) et rurales, où un système de justice locale et de surveillance étatique est moins en place. Certaines de ces « micro-dictatures » hétérodoxes concernent des phénomènes de corruption de grande envergure et des infrastructures locales, comme l'électricité et l'eau potable. Cela peut aussi concerner des propriétés agricoles sur lesquelles se trouvent actuellement certains foyers de réfugiés syriens.

Ethniciser, confessionnaliser et sécuriser

Face aux exigences des nouveaux agendas de recherche post 2011 et en lien avec la crise des réfugiés, de nouveaux mots-clés ont émergés et se sont affirmés : ethnicisation et sécurisation. Pour ce qui est du premier, il est nécessaire de faire deux observations, concernant d'une part l'ethnicisation de l'approche aux réfugiés et de l'autre part l'accès facilité et rapide à ces sujets de recherche au Liban par rapport à d'autres pays du Levant arabe ou à la Turquie. Tout d'abord, il faut souligner que de nombreux segments de la littérature sur les migrations forcées se sont appuyés sur des études antérieures qui s'intéressaient à l'identité confessionnelle ou ethnique des groupes sociaux (avec des experts qui s'occupent seulement des Palestiniens, et d'autres des Syriens ou des Irakiens, etc.). Or, cette tendance a fini par marginaliser le discours de classe sociale, particulièrement dans le domaine des migrations. Derrière la volonté d'ethniciser la recherche, il y a la volonté d'établir un lien entre le précédent focus sur les politiques identitaires confessionnelles, tribales, culturelles et politiques au Liban d'un côté et la marchandisation actuelle de la recherche sur les réfugiés dans la région de l'autre. Les précédentes études considéraient en effet que les groupes religieux et ethniques possédaient un attachement identitaire primordiale à leur territoire et une relation avec les autres communautés confessionnelles intrinsèquement prédéterminée. L'ethnicisation et la confessionnalisation de la recherche portant sur les groupes sociaux au Liban ont contribué à de nouvelles approches et une meilleure compréhension de la crise des réfugiés au Liban, où les groupes déplacés sont souvent étudiés à partir de leur origine ethnique ou confessionnelle. Par ailleurs, les experts ont aussi eu tendance à considérer les groupes de réfugiés comme des entités ethniquement ou religieusement

homogènes (et donc produisant des « experts de Palestiniens », des « experts des Irakiens », « experts des Syriens », etc.).

Dans ce cadre, à l'instar des études internationales qui ont souligné la faiblesse intrinsèque de l'État au Liban, ce dernier est maintenant considéré la zone la plus facile à vivre et à faire des recherches pour examiner la crise syrienne, c'est-à-dire une « zone de confort ». Le Liban est considéré comme facilement accessible en comparaison aux pays voisins, où il y a une classique concentration du pouvoir étatique qui surveille la présence physique des étrangers aussi bien que des locaux. Par exemple, à l'instar de ce qui se passe en Jordanie et en Turquie, la majorité des réfugiés au Liban vivent dans les centres urbains ou péri-urbains, accessibles à tous et ce sans processus bureaucratiques. Cette relative facilité d'accès à plusieurs de régions du Liban, toutefois, risque de dissimuler les implications de la présence politique de chercheurs et de chercheuses internationaux tout autant qu'elle dissimule l'expression hétérodoxe du caractère répressif du pouvoir politique au Liban, comme dans les cas de disparitions et d'assassinats mentionnés plus haut. En outre, et contrairement au reste du Proche Orient (tel que le sud de la Turquie, le Kurdistan irakien, ou encore certaines régions de la Jordanie hors d'Amman où l'économie reste en grande partie traditionnelle), le mode de vie libanais se rapproche étroitement d'un style de vie de type occidental, ce qui permet aux chercheurs et travailleurs internationaux de ne généralement rien changer à leurs habitudes culturelles et de consommation. Par rapport à la période de la guerre civile et à la décennie qui suivit, cette « facilité » du Liban en relation à d'autres pays de la région du Levant arabe a grandement contribué à accroître la recherche de terrain dans le pays, en transformant la recherche internationale et en refocalisant l'attention sur des régions précédemment marginalisées par les chercheurs.

118

Cela nous amène à réfléchir sur la question du récit de « sécurisation » du Liban par rapport à la recherche de terrain. La possibilité d'entrer facilement dans le pays et de se déplacer confortablement a permis aux chercheurs d'observer de nouveaux phénomènes, ainsi que d'avoir accès à des zones qui n'auraient pas forcément été accessibles dans d'autres contextes. Alors que la plupart des ouvrages autoréflexifs et méthodologiques s'intéressent de nos jours au travail de terrain dans des contextes classiquement définis comme autoritaires (Clark, Cavatorta 2018 ; Glasius *et al.* 2018), l'accessibilité et le caractère spécifique du terrain libanais nous poussent à mettre l'accent sur les pouvoirs épistémiques (et la politique qu'ils mènent) plutôt que sur les détenteurs effectifs du pouvoir politique, les deux pouvant (de manière complexe) se chevaucher ou se différencier selon les contextes.

En effet, le pouvoir épistémique est nuancé, car il n'est pas *que* politique, en disciplinant la politique de la connaissance dans les régions étudiées. C'est pourquoi il revêt une importance particulière pour les ethnographes et les chercheurs qui font du terrain. À cet égard, l'approbation des autorités à mener certaines recherches dans des régions particulières (camp palestinien, régions frontalière) est également difficile à obtenir.

C'est un processus contraignant au cours duquel les chercheurs rencontrent de nombreux obstacles bureaucratiques. Pour autant, l'accès aux sites de recherche est considéré comme moins risqué, encourageant ainsi les chercheurs internationaux à travailler sur le terrain sans avoir obtenu de licence locale : un processus qui permet de contourner la pesante bureaucratie locale.

De telles mesures institutionnelles s'avèrent donc des facteurs dissuasifs pour certains chercheurs, mais non pour tous. Pour exemple, alors que nous faisons du terrain en 2013 lors d'affrontements dans la région d'Akkar à la frontière syrienne, un collègue faisant des recherches sur les forces armées libanaises nous a informé que malgré le refus officiel du Programme pour le Développement des Nations Unies (PNUD) de l'accompagner près de la région de frontière où les combats se déroulaient, il réussissait toujours à passer plusieurs points de contrôle grâce à des réseaux informels, surmontant ainsi les obstacles institutionnels. Ce collègue avait notamment pour objectif de rédiger un document sur les retombées possibles de la crise syrienne au Liban, en soulignant l'escalade de la violence communautaire qu'elle était en train de provoquer dans l'Akkar. De fait, comme d'autres études l'ont souligné (Trombetta 2014 ; Calulli 2018), les affrontements aux frontières ont mis en lumière un aspect très important à cette époque, à savoir la collaboration étroite du Hezbollah et de l'armée libanaise pour la défense du territoire libanais. Cette collaboration aussi comme la solidarité trans confessionnel parmi les habitants de villages frontalières face à la crise, est quelque chose caché et décrite seulement de façon partielle par les chercheurs. Cet exemple montre comment les événements de 2011 ont « produit » une série d'effets de distorsion en termes de résultats de recherche, alimentés par la volonté de saisir l'événement de manière sensationnelle en se focalisant surtout sur les questions de sécurisation. Cela permet en effet d'expliquer la situation libanaise en termes de fragilités et de crise chronique, la perpétuation d'une lecture « d'urgence » ne faisant que négliger les autres éléments importants.

Un autre cas extrêmement intéressant est lié aux affrontements survenus dans la ville de Tripoli entre 2013 et 2014, plus particulièrement entre les quartiers de Bab at-Tabbaneh et Jabal Mohsen. La violence de ces affrontements peut en effet s'expliquer en termes de « sectarisation » du contexte libanais, sectarisation induite par la crise syrienne et qui a prévalu comme le seul critère analytique méritant d'être mentionné (Lebanon Support 2016). Mais cette explosion de violence a d'autres causes importantes qu'il est nécessaire de mentionner, comme, par exemple, la situation chronique de pauvreté et de marginalisation de ces quartiers due en grande partie à la détérioration de la situation économique libanaise. Or, celles-ci sont généralement omises ou seulement considérées par une poignée de chercheurs (Das, Davidson 2011). Expliquer la violence comme un phénomène enraciné et intrinsèque au Liban en raison de son caractère confessionnel a contribué, après 2011, à présenter le contexte libanais comme continuellement aux précipices d'une nouvelle guerre civile.

Conclusion

Le Liban est devenu un pays extrêmement intéressant à examiner afin de comprendre comment des événements « extraordinaires » peuvent avoir un impact sur la modification des intérêts et des domaines de recherche dans un contexte donné. Dans cet article, nous avons discuté de la marchandisation de la recherche au Liban en tant que pays confessionnel et, à ce titre, représentatif des divisions et tensions à travers lesquelles le Moyen-Orient est souvent étudié. Cette marchandisation a principalement commencé après les soulèvements de 2011, alors que le Liban était relativement stable par rapport aux autres pays arabes où les bouleversements populaires ont été durement réprimés par les régimes politiques en place. Ce n'est en fait qu'après 2011 que le Liban a véritablement bénéficié d'une relative stabilité par rapport aux années de la post-guerre (1990-2000).⁶ Ces années avaient été caractérisées par un contexte de violence politique dû aux soulèvements populaires libanais en soutien ou en opposition à la présence syrienne au Liban, ainsi que contre la corruption politique domestique qui « néo-libérait » l'économie locale. De même, les années 2000 ont vu la guerre de juillet 2006 contre Israël, le conflit dans le camp palestinien de Nahr al-Bared en 2007, et les conflits urbains entre les différentes parties politiques en 2008, alors que la guerre américaine en Irak (2003-2006) et la guerre israélienne à Gaza (2008-2009) à la même période entretenaient eux-aussi le climat de danger dans la région.

120

Depuis 2011 toutefois, le Liban semble être devenu une « zone de confort » à la fois pour la recherche et la présence internationales, et ce alors que la plupart de ses voisins connaissent une période de répression. D'une zone interdite aux étrangers, le Liban a non seulement commencé à être perçu comme un « paradis du consumérisme », mais aussi le plus confortable existant dans le monde à majorité arabe. Il a aussi progressivement été imaginé comme une arène néolibérale sans État pour les travailleurs internationaux, où les implications de leur présence sont trop souvent ignorées.

Avec l'objectif de nous interroger sur la « sectarisation » des groupes et des phénomènes sociaux en tant que points d'entrée épistémologiques dans les analyses de la politique domestique, de la géopolitique et de la migration forcée, nous avons souligné comment l'idée que le Liban est à la fois absolument sûr et en même temps qu'il ne l'est pas, est trompeuse car ne prend pas en compte la positionnalité changeante de la présence internationale au Liban.

Des analyses comparatives plus poussées dans la région du Moyen-Orient – et également entre différentes régions libanaises – ainsi qu'une relation plus équitable avec les chercheurs locaux (Kohstall 2016) – restent des besoins urgents dans la littérature autoréflexive contemporaine portant sur les dynamiques et les implications de la méta-recherche. À cet égard, les soulèvements arabes ont amené plusieurs chercheurs à satisfaire leur désir (ou ce qui a été perçu comme désir) de faire de l'activisme en plus de leurs pratiques de recherche. En effet, ces tendances ont remises à jour les recherches passées portant sur l'importance et l'opportunité de l'action socio-politique dans le

processus de la recherche même (Touraine 1981 ; Hermez 2011). Par extension, cela a aussi déclenché un besoin nouvellement ressenti d'autoréflexion sur les conséquences de notre propre présence – en tant que représentants de la communauté internationale – au Liban.

Rosita Di Peri est professeur associé de science politique à l'Université de Turin. Ses recherches se portent sur les transformations politiques dans le Moyen Orient contemporaine.

Estella Carpi est anthropologue sociale à la University College London. Sa recherche concerne principalement les aides humanitaires et les politiques identitaires au Moyen Orient.

NOTE

- 1 - M. Abaza, *Academic tourists sightseeing the Arab Spring*, dans « Jadaliyya », 27 Septembre 2011 : <https://bit.ly/2MHhVnK> (accédé le 4 de Juin 2020).
- 2 - *Lebanon Returns Hostage Remains*, « BBC News », 7 Mars 2006 : <https://bbc.in/2wPF6dl>.
- 3 - *Remains of French hostage found near Beirut*, « New York Times », 6 Mars 2006 : <https://nyti.ms/2F1U0b>.
- 4 - *British Diplomat Attacked and Murdered in Beirut*, « The Telegraph », 17 Décembre 2017 : <https://bit.ly/2KDjBki>.
- 5 - *Pair Arrested for Murder of British DJ Gavin Ford in Lebanon*, « The Sunday Times », 29 Novembre 2018 : <https://bit.ly/2R9pn2y>.
- 6 - L'article a été écrit avant les soulèvements qui ont secoués le Liban à partir de l'Octobre 2019 et la crise liée à la pandémie générée par le Covid-19.

Références

- Abi Yaghi M. N., M. Catusse (2011), *Non à l'état holding, oui à l'état providence. Logiques et contraintes des mobilisations sociales dans le Liban de l'après-guerre*, dans « Revue Tiers Monde », vol. 5, pp. 67-93
- Abi Yaghi M. N., M. Catusse (2014), « *Liban : le mouvement pour la chute du système confessionnel et ses limites* », dans M. Camau, F. Vairel (éds.), *Soulèvements et recompositions politiques dans le monde arabe*, PUM, Paris
- Barak O. (2009), *The Lebanese Army: A National Institution in a Divided Society*, SUNY Press, Albany
- Baumann H. (2016), *Social Protest and the Political Economy of Sectarianism in Lebanon*, dans « Global Discourse », vol. 6, n. 4
- Bayat A. (2013), *Life as Politics: How Ordinary People Change the Middle East*, Stanford University Press, Stanford
- Baydoun A. (1984), *Identité confessionnelle et temps social chez les historiens libanais contemporains*, Publications de l'Université Libanaise, Beyrouth
- Calculli M. (2018), *Come uno Stato. Hezbollah e la mimesi strategica*, Vita e Pensiero, Milano
- Cammett M. (2014), *Compassionate Communalism: Welfare and Sectarianism*, Cornell University Press, Ithaca
- Carpi E. (2019), « *No One Wants to be the 'Global North'? On Being a Researcher across the North and South* », dans « Public Anthropologist », 9 Mai, Repéré à <https://bit.ly/2F1Tzrp>
- Carpi E. (2018), *Specchi scomodi. Etnografia delle migrazioni forzate nel Libano contemporaneo*, Mimesis, Milano
- Carpi E. (2017), « *Learning and Earning in Constrained Labour Markets: The Politics of Livelihoods in Lebanon's Halba* », dans J. Fiori, A. Rigon, (éds.), *Making Lives. Refugee Self-Reliance and Humanitarian Action in Cities*, Save the Children Press, London
- Casini L., D. Melfa, P. Starkey (2020), *Minnena. L'Egitto, l'Europa e la ricerca dopo l'assassinio di Giulio Regeni*, Mesogea, Messina
- Chalcraft J. (2016), *Popular Politics In The Making of the Modern Middle East*, Cambridge University Press, Cambridge, UK
- Clark, J. A., F. Cavatorta (2018) (éds.), *Political Science Research in the Middle East and North Africa: Methodological and Ethical Challenges*, Oxford University Press, Oxford
- Dagher G. (2001), *Radicalisation de l'identité confessionnelle au Liban*, dans « Cahiers de l'Orient », vol. 61, pp. 131-141
- Daher J. (2016), *Hezbollah : The Political Economy Of Lebanon's Party of God*, Pluto Press, London
- Das R., J. Davidson J. (2011), *Profiles of Poverty. The Human Face of Poverty in Lebanon*, Niamh Fleming-Farrell, Mansourieh
- Di Peri R. (2019), *Stretching Margins: Identity, Power and New 'Frontiers' in Lebanon's Maronite Community*, dans « Mediterranean Politics », vol. 25, n. 3
- Di Peri R. (2017), *Il Libano contemporaneo. Storia, politica e società*, Carocci, Roma
- Di Peri R., D. Meier (2017) (éds.), *Lebanon Facing the Arab Uprisings. Constraints and Adaptations*, Palgrave, London
- Dubar C. (1974), *Structure confessionnelle et classes sociales au Liban*, dans « Revue française de sociologie », vol. 15, n. 3
- Dubar C., S. Nasr (1976), *Les classes sociales au Liban*, Presse de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris
- Fakhoury T. (2019), *Power-Sharing after the Arab Spring? Insights from Lebanon's Political Transition*, dans « Nationalism and Ethnic Politics », vol. 25, n. 1

- Fakhoury T. (2011), *Lebanon against Backdrop of the 2011 Arab Uprisings: Which Revolution in Sight?*, dans « New Global Studies », vol. 5, n. 1
- Feldman I. (2012), *The Humanitarian Condition: Palestinian Refugees and the Politics of Living*, dans « Humanity: an International Journal of Human Rights, Humanitarianism and Development », vol. 3, n. 2
- Fiddian-Qasmiyeh E. (2016), *On the Threshold of Statelessness: Palestinian Narratives of Loss and Erasure*, dans « Journal of Ethnic and Racial Studies », vol. 39, n. 2
- Gabiam N. (2016), *The Politics Suffering. Syria's Palestinian Refugee Camps*, Indiana University Press, Bloomington
- Gallo E. (2011), « *The Unwelcome Ethnographer, or What 'Our' People (May) Think of Multi-Sited Research* », dans S. Coleman, P. von Hellermann (éds.), *Multisited Ethnography. Problems and Possibilities in the Translocation of Research Methods*, Routledge, New York
- Gilsenan M. (1996), *Lords of the Lebanese Marches: Violence and Narrative in an Arab Society*, University of California Press, Berkeley
- Glasius M., M. de Lange, J. Bartman, E. Dalmasso, A. Del Sordi, A. Lv, M. Michaelsen, K. Ruijgrok (2017), *Research, Ethics and Risk in the Authoritarian Field*, Palgrave Springer, Berkeley
- Hage G. (1996), « *Nationalist Anxiety or the Fear of Losing your Other* », dans « The Australian journal of anthropology », vol. 7, n. 2
- Hamdy S. (2017), « *How Publics Shape Ethnographers: Translating across Divided Audiences* », dans Fassin, D. (éd.), *If Truth Be Told. The Politics of Public Ethnography*, Duke University Press, Durham and London
- Hermez S. (2011), *On Dignity and Clientelism: Lebanon in the Context of the 2011 Arab Revolutions*, dans « Studies in Ethnicity and Nationalism », vol. 11, n. 3
- Heydemann S. (2013), *Syria's Uprisings: Sectarianism, Regionalization and State Order in the Levant*, Working Paper 11, FRIDE, Madrid
- Hourani G. (2010), « *Lebanese Migration to the Gulf (1950-2009)* », dans The Middle East Institute (éd.), *Migration and the Mashreq*, The Middle East Institute, Washington DC
- Humphrey M. (2004), *Lebanese Identities: Between Cities, Nations and Trans-Nations*, dans « Arab Studies Quarterly », vol. 26, n. 1
- Jeffrey A. (2013), *The Improvised State: Sovereignty, Performance and Agency in Dayton Bosnia*, Wiley Blackwell, Chichester
- Joseph S. (1999) (éd.), *Intimate Selving in Arab Families: Gender, Self and Identity*, Syracuse University Press, Syracuse
- Kassir S. (2003), « *A Polity in an Uncertain Regional Environment* », dans T. Hanf, N. Salam (éds.), *Lebanon in Limbo. Postwar Society and State in an Uncertain Regional Environment*, Nomos, Baden-Baden
- Khalaf S. (1968), *Primordial Ties and Politics in Lebanon*, dans « Middle Eastern Studies », vol. 4, n. 3
- Khater A. F. (2001), *Inventing Home: Emigration, Gender, and the Middle Class in Lebanon, 1870-1920*, California University Press, Berkeley
- Kingston P. W. (2013), *Reproducing Sectarianism: Advocacy Networks and the Politics of Civil Society in Postwar Lebanon*, SUNY Press, Albany
- Kiwan F., A. Beydoun (1994), *Le Liban aujourd'hui*, Cermoc, Paris-Beyrouth
- Knudsen A., S. Hanafi (2011) (éds.), *Palestinian Refugees: Identity, Space and Place in the Levant*, Routledge, London
- Knudsen A. (2014), *Violence et déplacement : la crise des réfugiés Syriens au Liban*, dans « Maghreb-Machrek », vol. 218, 29-40
- Kohstall F. (2016), *Beyond Regime Change: Middle East Studies and Academic Cooperation in the Wake of the Arab Uprisings*, Working Paper No. 5/2016, Arab-German Young Academy – Transformation Group
- Kosmatopoulos N. (2011), « *Toward an Anthropology of 'State failure': Lebanon's Leviathan and Peace Expertise* », dans « Social Analysis », vol. 55, n. 3
- Lebanon Support (2016), *Crisis and Control. (In)Formal Hybrid Security in Lebanon*, Netherlands Organisation for Scientific Research, Beirut
- Leenders R. (2012), *Spoils of Truce: Corruption and State-Building in Postwar Lebanon*, Cornell University Press, Ithaca
- Lynch M. (2016), *Area Studies and the Cost of Prematurely Implementing DA-RT*, dans « Comparative Politics Newsletter. Comparative Politics of the American Political Science Association », vol. 26, pp. 36-40
- Makdisi U. (1996), « *The Modernity of Sectarianism in Lebanon. Reconstructing the Nation-State* », dans « MERIP », vol. 26, pp. 23-30
- Makdisi U. (2000), *The Culture of Sectarianism. Community, History and Violence in Nineteenth-Century Ottoman Lebanon*, University of California Press, Berkeley
- Mermier F., S. Mervin S. (éds.) (2012), *Leaders et partisans au Liban*, KARTHALA, Paris
- Messarra A. N. (2002), *Le pacte libanaise : le message d'universalité et ses contraintes*, Edition Librairie Orientale, Beyrouth

- Mitchell T. (1990), « *Society, Economy, and the State Effect* », dans G. Steinmetz (éd.), *State/Culture : State-Formation after the Cultural Turn*, Cornell University Press, Ithaca and London
- Mouawad J. (2015), *The Negotiated State: State-Society Relations in Lebanon*, PhD thesis. School of Oriental and African Studies, London
- Norton A. (2007), *Hezbollah: A Short History*, Princeton University Press, Princeton, NJ
- Nucho J. R. (2016), *Everyday Sectarianism in Urban Lebanon: Infrastructures, Public Services, and Power*, Princeton University Press, Princeton
- Osoegawa, T. (2013), *Syria and Lebanon. International Relations and Diplomacy in the Middle East*, I.B. Tauris, London
- Paerregaard K. (2002), *The Resonance of Fieldwork. Ethnographers, Informants and the Creation of Anthropological Knowledge*, dans « *Social Anthropology* », vol. 10, n. 3
- Picard E. (1985), *De la 'communauté-classe' à la résistance 'nationale' . Pour une analyse du rôle des Chi'ites dans le système politique libanais (1970-1985)*, dans « *Revue française de science politique* », vol. 6, pp. 999-1028
- Picard E. (1994), *Les habits neufs du communautarisme libanais*, dans « *Études internationales* », vol. 15, n. 4
- Rabil R. (2014), *Salafism in Lebanon. From apoliticism to transnational Jihadis*, Georgetown University Press, Washington
- Ramadan A., S. Fregonese (2017), *Hybrid Sovereignty and the State of Exception in the Palestinian Refugee Camps in Lebanon*, dans « *Annals of the American association of geographers* », vol. 107, n. 4
- Salloukh B. F. (2013), « *The Arab Uprisings and the Geopolitics of Middle East* », dans « *The International Spectator* », vol. 48, n. 2
- Salloukh B. F. (2015), « *Sectarianism and Struggle for Socio-Economic Rights* », dans B. F. Salloukh, R. Barakat, J. S. al-Habbal, L. W. Khattab, M. Shogig (éds.), *The Politics of Sectarianism in Postwar Lebanon*, Pluto Press, London
- Sayigh R. (1994), *Too Many Enemies. The Palestinian Experience in Lebanon*, Zed Books, London
- Sayegh Y. (1962), *Entrepreneurs of Lebanon*, Harvard University Press, Cambridge
- Scala M. (2018), « *De l'injustice à l'action ? La mobilisation des travailleurs de Spinneys (Liban)* », dans A. Allal, M. Catusse, M. Emperador Badimon (éds.), *Quand l'industrie proteste. Fondements moraux des (in) soumissions ouvrières*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes
- Shils E. (1966), « *The Prospect for Lebanese Civility* », dans L. Binder (éd.), *Politics in Lebanon* John Wiley & Sons, New York
- Stel N. (2016), « *The Agnotology of Eviction in South Lebanon's Palestinian Gatherings: How Institutional Ambiguity and Deliberate Ignorance Shape Sensitive Spaces* », dans « *Antipode* », vol. 48, n. 5
- Sukarieh M. (2007), *Of Reactivism and Relief*, dans « *Middle East Report* », vol. 244
- Sukarieh M., S. Tannock (2019), *Subcontracting Academia: Alienation, Exploitation and Disillusionment in the UK Overseas Syrian Refugee Research Industry*, dans « *Antipode* », vol. 51, n. 2
- Touraine A. (1981), *The Voice and the Eye. An Analysis of Social Movements*, Cambridge University Press, Cambridge
- Traboulsi F. (2014), *Social Classes and Political Power in Lebanon*, Heinrich Böll Stiftung, Berlin
- Trombetta L. (2014), *Le Liban, entre révoltes arabes et conflit syrien : un exercice de flexibilité*, dans « *Oriente Moderno* », vol. 94, n. 2
- Tufaro R. (2018), *Labor and Conflict in Pre-War Lebanon (1970-1975). A Retrieval of the Political Experience of Factory Committees in the Industrial District of Beirut*, Thèse de doctorat, Università Ca' Foscari di Venezia, Venezia
- Turner S. (2013), *Red Stamps and Green Tea: Fieldwork Negotiations and dilemmas in the Sino-Vietnamese Borderlands*, dans « *Area* », vol. 45, n. 4
- Wackenhut A.F. (2018), *Ethical Considerations and Dilemmas Before, During and After Fieldwork in Less-Democratic Contexts: Some Reflections from Post-Uprising Egypt*, dans « *American Sociologist* », vol. 49, n. 2
- White B. (2011), *The Emergency of Minorities in the Middle East: The Politics of Community in French Mandate Syria*, Edinburgh University Press, Edinburgh